

lement cité ce passage du harsard lorsqu'il a dit:

Le major général Browne semble avoir bien exposé la situation, quand il a dit alors:

"L'armée de réserve peut être appelée à combattre, et elle doit être prête pour le combat dans le plus bref délai", a-t-il dit.

"Somme toute, il n'y a pas plus de guerre outre-mer qu'il n'y en a ici à l'heure actuelle; il se peut que nous en ayons ici plus tôt que là-bas, vu les menaces qui visent nos côtes".

Telle était l'opinion d'un général. Voici l'opinion d'un civil, commentée par l'*Ottawa Citizen* dans un article de fond le 3 septembre 1941:

Le député de Témiscouata, M. Jean-François Pouliot, a écrit avec son énergie coutumière sur "L'effort de guerre canadien-français" dans le *Saint-Laurent* de la Rivière-du-Loup. L'article du vaillant champion du Canada français est reproduit aujourd'hui ailleurs dans cette page.

C'est ce que j'ai lu, il y a quelques instants, avant que l'honorable député de York-Sunbury ait si vigoureusement tonné.

Peut-être est-il superflu de mieux renseigner la population canadienne de langue anglaise sur la contribution du Canada français à l'effort de guerre. Elle soutiendrait avantageusement la comparaison tant au point de vue des industries de guerre qu'à celui de l'enrôlement. Cela aiderait au moins à dissiper l'opinion assez générale que c'est le Canada français qui a empêché l'adoption d'une politique de guerre totale que le Gouvernement du pays aurait dû adopter depuis longtemps.

Mieux que des chiffres comparatifs, cependant, une directive formelle de la part d'un dirigeant canadien-français en faveur du service national total au Canada fournirait une réponse péremptoire. Même pour la défense territoriale, sans pour cela que chaque soldat enrôlé soit assujéti au service militaire outre-mer, le service national devra être établi au Canada. La politique opportuniste actuelle, autrement, devra presque inévitablement conduire au chaos.

Disons à la louange de M. Jean-François Pouliot qu'il préconise un programme plus complet de défense territoriale. Il a réclamé la construction de routes militaires dans cette région stratégique à l'est de Québec où les lignes de communications sont pour le moment très faibles. Comme Canadien, cependant, le député de Témiscouata est trop modeste.

Des VOIX: Très bien.

M. POULIOT: Je n'aurais pas dû lire cette phrase.

Il pourrait signaler le besoin de mesures plus efficaces de défense en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Ecosse, tout comme dans la vallée du Saint-Laurent. En agissant ainsi, il placerait sous un jour nouveau l'attitude du Canada français. Il démontrerait que dans le pays laurentien, tout comme à Toronto, Calgary ou Vancouver, il existe un point de vue vraiment canadien en même temps que national.

Ces paroles donnent à réfléchir. L'autre jour j'ai cité les paroles du ministre des Services nationaux de guerre, reproduites dans le

*Journal d'Ottawa*, du vendredi 3 avril 1942, où il déclarait l'armée canadienne la plus mobile de toutes les armées alliées. La plus mobile, certes. On nous prêche la guerre totale et toute notre armée s'en va à l'extérieur du pays; il ne nous reste plus rien. Une guerre totale, totalement en dehors du Canada. Un membre de la Chambre, l'honorable député de Saint-Laurent-Saint-Georges (M. Claxton), a prononcé à Williamstown (Massachusetts), une allocution dont il a été fait mention dans le quotidien bien connu, le *New York Times* du 22 mars 1942. Voici la manchette:

On affirme que la critique doit avoir des bornes en temps de guerre.

Brooke Claxton, à la conférence de Williamstown, qualifie de "poison vif" l'abus de dénigrement.

L'œuvre du Canada citée en exemple.

Rien à reprendre jusque là, mais voici ce contre quoi je proteste:

Nous ne pouvons nous permettre de combattre en Amérique du Nord, nous avise le parlementaire canadien.

Allons donc! Si l'ennemi vient jusque chez nous, nous devons nous rendre? C'est ce qu'il a déclaré, et c'est ce que rapporte le plus grand journal du continent, et peut-être du monde entier. Nous ne pouvons nous permettre de combattre. N'est-ce pas là une invite à l'ennemi? C'est ce que je lis ici, dans le *New York Times*. On aurait dû appliquer à son discours la limite de cinq minutes.

M. MUTCH: Lisez-le en entier.

M. POULIOT: Je l'enverrai à mon honorable ami pour qu'il le lise. Mon temps est précieux. J'ai demandé au très honorable premier ministre du Canada (M. Mackenzie King), le 16 février, s'il pouvait nous donner l'assurance que notre pays ne serait pas attaqué d'ici la fin de la guerre. Il a répondu qu'il était incapable de donner cette garantie sans y avoir mûrement réfléchi et il va sans dire que cette garantie n'a pas été donnée. Elle ne pouvait l'être. Ma conception de la défense, c'est une protection adéquate de notre territoire. Il ne devrait être permis à aucun Canadien, à aucun membre de cette Chambre d'aller déclarer en pays étranger qu'il n'y a pas moyen de combattre un envahisseur assez audacieux pour venir chez nous. Ce n'est qu'en ayant une armée en ce pays que l'on pourra repousser l'ennemi qui osera attaquer le Canada. Autrement, nous ne pourrions repousser une armée bien équipée. Ce n'est pas une tâche que l'on puisse accomplir à coups de poings, même si on est un champion du pugilat. Il nous faut une armée aguerrie et bien équipée.